

Compte-rendu du déjeuner avec Sami Andoura, EPSC, Commission européenne

19 Octobre 2017

Le 19 octobre les membres du Cercle des Réseaux ont rencontré Sami Andoura, chef de l'équipe développement durable au Centre européen de stratégie politique (EPSC), le think tank interne de la Commission européenne. Le déjeuner a permis aux membres de découvrir en profondeur le rôle stratégique de l'EPSC dans l'élaboration du Programme de travail de la Commission, et plus largement son influence dans la stratégie de politisation de la Commission Juncker.

L'EPSC : UN CENTRE STRATEGIQUE AU CŒUR DES POLITIQUES

Repolitiser la Commission européenne

Sami Andoura est revenu sur l'ambition de Jean-Claude Juncker lors de son arrivée à la tête de la Commission en 2014 : repolitiser la Commission en s'attaquant aux grands défis et en s'attardant moins sur les « petites choses ». Il a alors présenté un programme autour de « Dix priorités pour l'Europe » et mis en place le Centre européen de stratégie politique. L'EPSC a été créé sur le modèle de l'Institut Jacques Delors, comme une sorte de **cellule de prospective politique**. L'EPSC a un rôle de think tank interne à la Commission mais également un centre d'analyse stratégique, **directement sous l'autorité du Président Juncker**. Jean-Claude Juncker et ses équipes consultent en effet l'EPSC sur tous les sujets, afin d'avoir des avis stratégiques sur les politiques proposées. L'EPSC publie des notes stratégiques qui visent à **transformer l'agenda politique de la Commission**, en coopération avec des experts issus de tous les secteurs. Le Centre emploie une cinquantaine de personnes divisées en six équipes : économie, politique étrangère, institutions, communication, affaires sociales, et développement durable.

Sous l'influence de l'EPSC, la Commission a décidé de placer au cœur de ses propositions la **réponse aux défis d'emploi et de croissance, afin de mieux correspondre aux attentes politiques des citoyens européens**. A titre d'exemple, elle prépare actuellement le Sommet sur le climat qui aura lieu le 12 décembre, dans l'intention de répondre aux enjeux climatiques certes, mais également d'envoyer un signal fort d'une Union dotée d'un réel agenda économique positif pour l'Europe. Sur le paquet « Low émission mobility », l'EPSC travaille également à montrer que toutes les solutions du paquet sont intrinsèquement liées entre elles.

Répondre aux crises dans un agenda politique stratégique

Au niveau du cadre européen plus large, Sami Andoura explique que la logique politique de la Commission Juncker est inversée, puisque les propositions les plus intéressantes et importantes vont arriver à mesure que l'on s'approche de la fin du mandat. Il s'agit en effet d'**une Commission « en deux temps »**, puisqu'elle a dû faire face dans un premier temps à la succession de plusieurs crises inédites : économique et financière, migratoire, sécuritaire, sociale, énergétique et climatique. Sami Andoura estime que la Commission est parvenue à transformer toutes ces crises dans un agenda positif : de façon assez surprenante, l'Europe sur ces dix dernières années ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui. Le Discours sur l'Etat de l'Union est fondé sur cette **stratégie de gestion des crises**, puisqu'il est basé sur le **Livre blanc sur l'avenir de l'UE** publié en mars 2017. Ce livre blanc a été initié en juillet 2016 lors du Sommet Asie-Europe à Oulan-Bator, dans un contexte post-Brexit, juste au moment de l'attentat de Nice et du coup d'Etat en Turquie. Les chefs d'Etats ont décidé de se concentrer sur un agenda positif à 27, d'où ont découlé les cinq scénarios du Livre blanc :

1. S'inscrire dans la continuité
2. Rien d'autre que le marché unique
3. Ceux qui veulent plus font plus
4. Faire moins mais de manière plus efficace
5. Faire beaucoup plus ensemble

Dans son **discours sur l'Etat de l'Union**, Jean-Claude Juncker a décidé de livrer **sa propre vision de l'avenir de l'UE**. Son discours identifie ce qui doit être finalisé d'ici 2018, à savoir le programme de travail de la Commission pour les 16 à 18

prochains mois, structuré autour de cinq priorités : l'agenda commercial, la stratégie industrielle, la réaffirmation du leadership climatique, la finalisation du marché numérique et la migration. L'objectif est de **reconstruire les bases de l'UE**.

Le débat qui s'engage n'est pas de réviser les traités mais plutôt de « finir le toit » et voir ce qu'on peut faire ensemble. Dans cette optique, l'EPSC a publié son document « Deux visions, une direction », qui montre qu'il n'y a pas de divergence sur le fond entre Emmanuel Macron et Jean-Claude Juncker. Ce qui transparait plutôt c'est la vision différenciée de la mise en œuvre des propositions : alors qu'Emmanuel Macron prône une révision des traités, Jean-Claude Juncker se veut plus pragmatique et préfère utiliser les outils juridiques déjà à disposition dans les traités pour gagner du temps.

QUESTIONS/REPONSES

Quid de l'influence française à Bruxelles ?

Sami Andoura a confirmé que le **leadership français était de retour à grâce au Brexit**. Mais selon lui, c'est plus **en terme de communication et non en terme stratégique**, car la France a un retard très important à combler. Le seul pays qui est extrêmement bien structuré et très présent est pour l'instant l'Allemagne. L'enjeu pour la France est de parvenir à ce que les **acteurs techniques se mettent au niveau du politique** pour se soutenir et s'aider mutuellement. En effet, la prise de position, tant à Bruxelles qu'en Europe, est de plus en plus politique. Il est donc nécessaire que les acteurs parviennent à être davantage en phase avec leurs politiciens : les propositions d'Emmanuel Macron en sont un très bon exemple.

Quid d'une vague populiste en 2019 ?

La question du rejet de l'Europe est liée à une **déconnexion entre la « machine européenne » et ce dont les européens ont réellement besoin**, à savoir l'emploi et la croissance. Le problème est qu'on a longtemps considéré que les questions d'emploi et de croissance n'étaient pas des enjeux pour l'UE mais pour les Etats. Il est donc nécessaire que l'UE se rapproche davantage des préoccupations des citoyens, mais **tout est une question de méthode** : il ne faut faire que des promesses qui pourront être réalisées.

Le **risque d'une vague populiste** lors des élections de 2019 est bien présent selon Sami Andoura. Mais après le choc lié à l'élection de Trump et au Brexit, on a pu observer une réalité européenne différente. Aux Pays-Bas, en Autriche, en Allemagne, et en France : le risque populiste est certes bien présent mais il est encore possible de parler d'Europe dans ces pays. Le défi est donc de **bien identifier les problèmes** dont on parle, de voir si on a disposition les bons instruments, et les utiliser. Sami Andoura cite notamment l'exemple de la politique commerciale : il faut qu'elle soit transparente dans son processus décisionnel, qu'il y ait davantage d'investissements et pas seulement de la libéralisation. Cela implique de mieux comprendre les forces et faiblesses des différents secteurs.

Comment développer des projets industriels en Europe ?

Sami Andoura reconnaît que les industries de réseau sont au cœur du projet historique européen mais qu'elles ont toujours été traitées comme des « champions nationaux ».

Pour Sami Andoura, il y a un **manque de capacité stratégique au niveau de l'UE** : au lieu de se cantonner à des feuilles de route classiques, il faudrait utiliser d'autres leviers. Même si au niveau macro (Jean-Claude Juncker), il y a eu des progrès en ce sens, au niveau micro, c'est encore assez difficile. Sami Andoura s'est montré très ouvert aux propositions des membres du CDR en la matière.

Quid des politiques environnementales ?

Au niveau de l'environnement, la Commission ne travaille pas seulement sur le climat. Il y a notamment actuellement une **initiative sur les plastiques**. En outre, la Commission travaille aussi depuis longtemps beaucoup sur **l'économie circulaire**. La Commission organise aussi régulièrement des réunions entre décideurs et entreprises pour identifier les obstacles au niveau de ses initiatives. La Commission essaye aussi le plus possible de proposer des initiatives non réglementaires mais qui sont aussi utiles.

Quid du dialogue démocratique ?

Sur le renforcement de l'Europe démocratique, Sami Andoura indique que les Commissaires ont organisés un très grand nombre de **dialogues citoyens** cette année et que des membres de la Commission ont rendu **visite aux Parlements nationaux à plus de 600 reprises**. Mais il faut rester objectif : ce n'est pas les Commissaires qui vont aller « vendre » l'Europe auprès des populations. Les conventions démocratiques proposées par Emmanuel Macron sont une bonne idée, mais il va falloir réussir à transmettre les messages, à être capable de « raconter les histoires ». Le Discours de Jean-Claude Juncker sur l'Etat de l'Union tend à aller dans cette direction, puisqu'il est globalement compréhensible pour tout le monde.

L'Energy Union Tour du Commissaire Šefcovic va aussi dans le bon sens. Il s'agit d'une responsabilité de chacun. Le Brexit a également permis de rappeler les bienfaits de l'UE aux citoyens européens.

Par ailleurs, Sami Andouri précise que la Commission essaye de plus en plus de changer ses approches, de les rendre plus intelligentes. Il cite notamment l'exemple du **Structural Reform Support Service** qui était initialement la Task Force dédiée au sauvetage de la Grèce. Comme cela a bien fonctionné avec la Grèce, la Commission a décidé de le transformer en un service à la demande qui peut désormais être actionné par un Etat membre en cas de besoin de réforme structurelle technique. Il s'agit désormais d'une Direction générale à part entière qui répartit ses différents services au sein de la Commission, pour apporter des réponses aux problèmes identifiés. L'idée est de développer cette philosophie partout dans le futur.
